

Sommet de l'Internet: beaucoup de bruit pour rien

Comme on pouvait s'y attendre, le premier Sommet mondial sur la société de l'information qui s'est déroulé à Genève a accouché d'une souris. Les 170 pays présents n'ont pas résolu la fracture numérique entre le Nord et le Sud. Si les pays pauvres ou en voie de développement ont réclamé un Fonds international spécifique, ils se sont très vite aperçus qu'ils n'obtiendraient rien. Beaucoup de pays, Etats-Unis en tête, ont refusé cette idée.

Le résultat de ce sommet de Genève n'étonnera donc personne. Les participants se sont fendus d'une noble déclaration de principe appelant à faire bénéficier les pays pauvres des technologies de l'information. Pour les moyens, on va réfléchir... **Beaucoup d'absents** Il faut dire que la plupart des pays riches, notamment le Japon et l'Union européenne, n'y avaient pas envoyé de responsables gouvernementaux de haut rang. Sauf le Premier ministre français, Jean-Pierre Raffarin, qui a fait une apparition (cf. notre information). Parmi les autres problèmes repoussés à plus tard figure la gestion d'Internet. Certains pays comme le Brésil ou la France ont montré leur préférence à une plus grande implication de l'ONU ou d'agences intergouvernementales. Mais là encore, les Etats-Unis ont souligné qu'il ne fallait pas trop y compter: pour eux, le système actuel est valable. L'Icann, *Internet Corporation for Assigned Names and Numbers*, Société pour les noms et numéros attribués sur Internet, qui est privée et américaine a encore de beaux jours devant elle. Un deuxième Sommet doit se dérouler en 2005 à Tunis, haut lieu de la liberté d'expression. A cette date, les Etats -ils l'ont promis-! auront étudié davantage le dossier et préparé leurs conclusions. On piaffe d'impatience.